

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

24 novembre 2011

PROJET DE LOI

**modifiant la loi du 15 décembre 1980
sur l'accès au territoire, le séjour,
l'établissement et l'éloignement
des étrangers**

AMENDEMENT

déposé en séance plénière

N° 134 DE MMES **GENOT ET ALMACI**

Art. 9

Remplacer l'article 57/6/1, alinéa 1^{er}, comme suit:

“Le commissaire général aux réfugiés et aux apatrides examine prioritairement la demande de reconnaissance du statut de réfugié au sens de l'article 48/3 ou d'obtention du statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, introduite, par un ressortissant d'un pays d'origine sur.”

JUSTIFICATION

Le Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies, dont la fonction est de surveiller l'application de la Convention de Genève, considère que en cas d'utilisation de la notion

Documents précédents:

Doc 53 **1825/ (2011/2012):**

- 001: Projet de loi.
- 002: Annexes.
- 003 à 005: Amendements.
- 006: Rapport.
- 007: Texte adopté par la commission (77).
- 008: Texte adopté par la commission (78).
- 009: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

24 november 2011

WETSONTWERP

**tot wijziging van de wet van 15 december
1980 betreffende de toegang
tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging
en de verwijdering van vreemdelingen**

AMENDEMENT

ingediend in plenaire vergadering

Nr. 134 VAN DAMES **GENOT EN ALMACI**

Art. 9

Artikel 57/6/1, eerste lid, wordt vervangen door wat volgt:

“De Commissaris-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen onderzoekt bij voorrang de aanvraag tot het verkrijgen van de vluchtelingenstatus in de zin van artikel 48/3 of de subsidiaire beschermingsstatus in de zin van artikel 48/4 die ingediend wordt door een onderdaan van een veilig land van herkomst.”

VERANTWOORDING

Het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties, dat erover waakt dat de Conventie van Genève wordt nageleefd, is van oordeel dat het gebruik van

Voorgaande documenten:

Doc 53 **1825/ (2011/2012):**

- 001: Wetsontwerp.
- 002: Bijlagen.
- 003 tot 005: Amendementen.
- 006: Verslag.
- 007: Tekst aangenomen door de commissie (77).
- 008: Tekst aangenomen door de commissie (78).
- 009: Amendementen.

de “pays d’origine sûr” comme outil procédurale permettant d’organiser en priorité ou d’accélérer le traitement des demandes d’asile dans certaines circonstances, chaque demandeur d’asile doit avoir la possibilité effective de réfuter la présomption d’un “pays d’origine sûr” (*Provisional Comments on the Proposal for a Council Directive on Minimum Standards on Procedures in Member States for Granting and Withdrawing Refugee Status*) et être en mesure d’accéder à un recours effectif, tant en droit qu’en fait, sous la forme d’un réexamen indépendant de son cas.

Ainsi que le HCR déclare dans son avis aux membres de la commission “*Une procédure accélérée sur la base du concept de “Pays d’origine sûr” doit inclure la possibilité d’un recours effectif, en fait et en droit. De plus, cet examen doit être fait ex nunc. Enfin, si l’effet suspensif du recours n’est pas prévu, la possibilité effective de le demander est nécessaire. Dans ce contexte, le recours en annulation qui semble envisagé devant le Conseil du Contentieux pour les Étrangers ne remplirait pas ces conditions. En effet, cet examen est un examen en droit et non en fait et il est à craindre que l’évaluation se fasse ex tunc (dans le passé et donc au moment où le CGRA a pris sa décision) et non ex nunc (maintenant c’est-à-dire au moment où la juridiction d’appel se prononce). De plus, il est probable que la suppression du bénéfice des conditions d’accueil rendra plus difficile l’accès à la procédure d’appel*”.

En outre, en ce qui concerne la possibilité de demander la suspension en extrême urgence de l’ordre de quitter le territoire, le HCR attire l’attention sur le fait que la situation d’extrême urgence ne sera pas prise en compte si la personne n’est pas détenue, qu’il n’y aura pas de prise en compte des nouveaux éléments, et que, n’agissant pas d’un recours au fond, l’instance de recours ne pourra examiner des moyens relatifs à la convention de Genève ou à la protection subsidiaire.

Le professeur Vanheule de l’Université Gent, dont l’avis a également été communiqué aux membres de la commission, va dans le même sens. Ainsi, il affirme que “le recours en annulation n’offre pas les garanties imposées par la jurisprudence de la Cour eur. D.H. sur les article 3 et 13 CEDH (recours effectif), qui s’appliquent en cas de grief défendable relatif au possible refoulement d’un demandeur d’asile vers un pays où il risque la torture ou un traitement inhumain ou dégradant.”.

Il cite l’arrêt Salah Sheekh (11 janvier 2007, n° 1948/04, § 136), dans lequel la cour a souligné l’importance d’un examen complet au fond et *ex nunc*: “Dès lors que la possibilité que l’article 3 fait peser sur les États contractants dans les affaires de cette nature tient à l’acte consistant à exposer un individu au risque de subir des mauvais traitements, l’existence de ce risque doit s’apprécier principalement par référence aux circonstances dont l’État en cause avait ou devait avoir connaissance au moment de l’expulsion.”. Il partage l’avis du HCR en affirmant que “La procédure en annulation devant le

het begrip “veilig land van herkomst” als procedure-instrument om asielaanvragen in bepaalde omstandigheden bij voorrang of sneller te behandelen, gepaard moet gaan met de mogelijkheid voor elke aanvrager om het vermoeden dat hij uit een veilig land afkomstig is te weerleggen (*Provisional Comments on the Proposal for a Council Directive on Minimum Standards on Procedures in Member States for Granting and Withdrawing Refugee Status*) en, bij wijze van beroepsmogelijkheid de facto en de jure, een onafhankelijk nieuw onderzoek van zijn geval te verkrijgen.

De hoofdindienster heeft in de plenaire vergadering van 24 november 2011 in verband daarmee het volgende aangegeven: “*Le Haut Commissariat déclare, dans son avis rendu à la commission, qu’une procédure accélérée (...) sur la base du concept de pays d’origine sûr doit inclure la possibilité d’un recours effectif en fait et en droit. De plus, cet examen doit être fait ex nunc. [Enfin], si l’effet suspensif du recours n’est pas prévu, la possibilité effective de le demander est nécessaire. Dans ce contexte, le recours en annulation qui semble envisagé devant le Conseil du Contentieux des Étrangers ne remplirait pas ces conditions. En effet, cet examen est un examen en droit et non en fait et il est à craindre que l’évaluation se fasse ex tunc (dans le passé [et donc] au moment où le CGRA a pris sa décision) et non ex nunc (maintenant, c’est-à-dire au moment où la juridiction d’appel se prononce). De plus, il est probable que la suppression du bénéfice des conditions d’accueil rendra plus difficile l’accès à la procédure d’appel.*” (CRIV 53 PLEN 055, blz. 49).

Bij diezelfde gelegenheid heeft de hoofdindienster aangegeven dat “*en ce qui concerne la possibilité de demander la suspension en extrême urgence de l’ordre de quitter le territoire, le HCR attire l’attention sur le fait que la situation d’extrême urgence ne sera pas prise en compte si la personne n’est pas détenue et qu’il n’y aura pas de prise en compte des nouveaux éléments [et que] ne s’agissant pas d’un recours au fond, l’instance de recours ne pourra pas examiner des motifs relatifs à la Convention de Genève ou à la protection subsidiaire*” (*ibidem*).

Professor Vanheule van de Universiteit Gent, wiens advies ook aan de commissieleden werd bezorgd, gaat dezelfde richting uit. Zo bevestigt hij dat “het annulatieberoep niet de waarborgen [biedt] opgelegd door de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens (EHRM) betreffende de artikelen 3 en 13 EVRM (effectief rechtsmiddel), die van toepassing zijn in geval van een verdedigbare grief met betrekking tot een mogelijk ‘refoulement’ van een asielzoeker naar een land waar hij risico loopt om te worden blootgesteld aan foltering of onmenselijke of vernederende behandeling”.

Hij verwijst naar het arrest-Salah Sheekh (nr. 1948/04, § 136, van 11 januari 2007), waarin het Europees Hof het belang van een volledig onderzoek ten gronde en *ex nunc* beklemtoont: “Omdat de aard van de verantwoordelijkheid van de Verdragsluitende Staten op grond van artikel 3 in dit soort zaken bestaat in het blootstellen van een individu aan het risico op mishandeling, moet het bestaan van het risico hoofdzakelijk worden beoordeeld ten opzichte van die feiten die bekend waren of waarvan de Verdragsluitende Staat op de hoogte had moeten zijn op het ogenblik van de verwijdering.”

CCE ne permet qu'un examen *ex tunc* sans possibilité pour la partie requérante d'ajouter des nouveaux éléments. Seule la procédure en plein contentieux offre cette possibilité. L'absence d'un examen au fond et *ex nunc* au niveau du CCE, risque donc d'être qualifiée par la cour eur. D.H. comme une violation de l'article 13 CEDH dans des cas particuliers de demandeurs d'asile qui n'ont pas eu la possibilité de présenter des nouveaux éléments dans la procédure en annulation."

Il cite aussi les arrêts Gebremedhin (26 avril 2007, n° 25389/05) et M.S.S. c. Belgique (21 janvier 2011, n° 30696/09), qui affirment que dans le cas où un État partie décide de renvoyer un étranger vers un pays où il y a des motifs sérieux de croire qu'il courrait un risque en termes de l'article 3 CEDH, l'article 13 CEDH exige que l'intéressé ait accès à un recours de plein droit suspensif. Il poursuit en disant "La procédure en annulation n'est pas un tel recours. L'introduction d'une demande de suspension en extrême urgence a un effet suspensif, mais seulement dans le cas où il existe un risque réel d'éloignement. Selon la pratique actuelle, il en est ainsi dans le cas où la personne est détenue en vue d'un éloignement forcé après la décision du ministre ou de l'OE sur l'éloignement."

Il attire également l'attention sur le fait que "les demandeurs dont la demande n'a pas été prise en considération, risquent d'introduire des recours et des demandes d'asile multiples (annulation de la décision du CGRA de non prise en considération; annulation de la décision d'éloignement du ministre ou de l'OE; demande en suspension; nouvelles demandes d'asile pour présenter des nouveaux éléments qui n'ont pas été prises en considération dans la procédure d'annulation), ce qui va à l'encontre de l'objectif de l'amendement proposé."

Le présent amendement vise des lors à restituer, pour ces demandeurs d'asile originaires de pays figurant sur la liste de pays sûrs, le recours en réformation ouvert à tout demandeur d'asile qui reçoit une décision négative du Commissariat aux réfugiés et aux apatrides, c'est-à-dire un recours effectif en fait et en droit, afin que l'examen de la demande d'asile soit faite *ex nunc* et que le recours soit suspensif de la mesure d'éloignement.

Zoé GENOT (Ecolo-Groen!)
Meyrem ALMACI (Ecolo-Groen!)

Hij volgt het Hof in zijn advies dat "het annulatieberoep voor de RVV (...) enkel een onderzoek *ex tunc* toe[staat] zonder mogelijkheid voor de verzoekende partij om nieuwe elementen toe te voegen. Enkel het beroep in volle rechtsmacht biedt deze mogelijkheid. Daarom bestaat het risico dat de afwezigheid van een onderzoek ten gronde en *ex nunc* op het niveau van de RVV door het EHRM wordt gekwalificeerd als een schending van artikel 13 EVRM in specifieke gevallen van asielzoekers die de gelegenheid niet kregen om tijdens de procedure tot nietigverklaring nieuwe elementen voor te leggen."

Tevens verwijst hij naar het arrest-Gebremedhin (nr. 25389/05 van 26 april 2007), alsook naar het arrest-M.S.S. vs België (nr. 30696/09, 21 januari 2011). Die arresten geven aan dat in het geval waarin een Verdragsluitende Staat beslist om een vreemdeling terug te sturen naar een land waar er ernstige redenen bestaan om aan te nemen dat hij een risico in de zin van artikel 3 EVRM zou lopen, artikel 13 EVRM vereist dat de betrokkene toegang heeft tot een rechtsmiddel met schorsende werking. Voorts stelt hij het volgende: "De procedure tot nietigverklaring is niet zo'n rechtsmiddel. Het indienen van een vordering tot schorsing bij uiterst dringende noodzakelijkheid heeft een schorsende werking, maar slechts in het geval waar een reëel risico bestaat op verwijdering. Volgens de huidige praktijk is dit zo in het geval dat de persoon wordt vastgehouden met het oog op een gedwongen verwijdering na de beslissing van de minister of de Dienst Vreemdelingenzaken betreffende de verwijdering."

Tevens vestigt hij er de aandacht op dat "asielzoekers wier aanvraag niet in overweging werd genomen, meerdere beroepen en asielaanvragen [dreigen] in [te] dienen (nietigverklaring van de beslissing van weigering van inoverwegingname van het CGVS; nietigverklaring van de beslissing tot verwijdering van de minister of de Dienst Vreemdelingenzaken; vordering tot schorsing; nieuwe asielaanvragen om nieuwe elementen voor te leggen die nog niet in overweging werden genomen in de procedure tot nietigverklaring), wat ingaat tegen het doel van het voorgestelde amendement."

Dit amendement beoogt derhalve te bewerkstelligen dat de asielzoekers die afkomstig zijn uit landen die opgenomen zijn in de lijst van veilige landen, opnieuw een beroep tot herziening kunnen indienen, zoals dat het geval is voor elke asielzoeker wiens asielaanvraag door het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen is afgewezen, met name een effectief beroep in feite en in rechte, opdat de asielaanvraag *ex nunc* wordt onderzocht en het beroep de verwijderingsmaatregel opschort.